

Extrait du Spyworld Actu

<http://www.spyworld-actu.com/spip.php?article443>

# Polémique sur la carte d'identité électronique

- Informatique -



Date de mise en ligne : vendredi 27 mai 2005

---

Spyworld Actu

---

Plusieurs organisations ont lancé, jeudi 26 mai, une pétition demandant le retrait "total et immédiat" du projet Identité nationale électronique sécurisée (INES). Dans leur texte, disponible sur le site [www.ldh-france.org](http://www.ldh-france.org), la Ligue des droits de l'homme (LDH), le Syndicat de la magistrature (SM, gauche), le Syndicat des avocats de France (SAF), ou encore les syndicats CGT, CFDT et CFTC, estiment que le projet de réforme de l'identité "propose l'abandon d'une présomption de confiance mutuelle au profit d'une généralisation de la suspicion" .

Le programme INES, dévoilé mi-avril par le ministère de l'intérieur (Le Monde du 13 avril), vise à instituer dès 2007 une nouvelle carte nationale d'identité, obligatoire et payante. Lisible à distance, la puce électronique, dont serait équipé le futur titre d'identité, contiendrait des données biométriques numérisées - empreintes digitales et image faciale - en sus des données d'état civil.

En outre, les premières épures d'INES impliquent la création d'un fichier central de la population. La mise en place de deux autres bases de données nationales - empreintes digitales et images faciales de tous les ressortissants français - est également prévue. Ces fichiers centraux seraient utilisables à des fins d'enquête de police.

### CONTRÔLES "BANALISÉS"

Ces mesures sont disproportionnées, selon les associations et les syndicats. "On nous présente ce projet comme nécessaire pour assurer la sécurité des personnes en agitant le grelot des fraudes [à l'identité], a déclaré Michel Tubiana, président de la LDH, au cours d'une conférence de presse. Mais le ministère de l'intérieur est incapable de fournir le moindre chiffre pour rendre compte de l'étendue de ces fraudes."

La première cause d'inquiétude des associations est le fichage de toute la population française. La seconde est la possibilité de lire la future carte d'identité à distance, ouvrant la possibilité technique du contrôle d'identité à l'insu des intéressés. "L'Etat s'arroge le droit de créer un fichier de masse de la population, ce qui n'a pas été fait depuis la Libération" , a ajouté M. Tubiana.

Le fichier central d'état civil qui serait créé s'appuierait sur le Répertoire national d'identification des personnes physiques, tenu par l'Insee. Les responsables syndicaux CGT, CFDT et CFTC de l'Insee s'inquiètent de la participation d'un institut national de la statistique à la gestion de l'état civil, qui n'a pas été mise en oeuvre depuis la fin du régime de Vichy, et entendent "mobiliser les personnels de l'Insee pour qu'ils refusent ce projet" .

"Ce qu'on nous prépare, c'est un "Navigo d'identité"" , a expliqué Côme Jacquemin, représentant du SM, en référence au titre de transport électronique mis en place par la RATP. "Si on peut remplacer le policier par une borne devant laquelle il suffira de passer une carte" , a-t-il poursuivi, les contrôles d'identité deviendront "indolores" , mais seront banalisés "comme jamais auparavant" .

Meryem Marzouki, présidente de l'association IRIS, a rappelé qu'INES est liée à l'obligation faite à la France de déployer un passeport biométrique. Mais "cette contrainte était limitée à l'image faciale numérisée et c'est la France, entre autres, qui a demandé l'ajout de données biométriques supplémentaires, à savoir les empreintes digitales" , a-t-elle ajouté. De plus, si le règlement européen du 13 décembre 2004 oblige les pays de l'Union à adopter un titre de voyage biométrique, il n'impose nullement ces caractéristiques pour les titres d'identité, d'après Mme Marzouki.

Le projet implique aussi que tout changement de domicile soit signalé ce qui, ajouté à la possibilité de remonter d'une empreinte digitale anonyme à son propriétaire, organise "la traçabilité et la transparence des citoyens" , selon M. Tubiana. "Cela trahit, conclut M. Jacquemin, une volonté de contrôle total de la part de l'Etat."